Académie de Poitiers

Déclaration liminaire
FSU et CGT Educ'action

Comité Social d'Administration
Du 2 novembre 2026

Monsieur le Recteur
Mesdames et Messieurs les membres de ce CSA,

A l'ouverture de ce CSA que vous présidez pour la première fois, Monsieur le Recteur, nos organisations syndicales tiennent à dire, solennellement et avec gravité, leur inquiétude en même temps que leur profonde colère devant ce qui s'apparente chaque jour davantage à une mise en cause de la démocratie, du pacte républicain et des valeurs qui le soutiennent. De tout ceci le Président Macron et la politique menée par ses gouvernements successifs sont en grande partie responsables. Les injustices explosent ; l'État de droit est régulièrement menacé ; la force remplace le droit et les libertés fondamentales sont piétinées. La vérité elle-même est parfois reléguée au magasin des accessoires...

Par lâcheté voire complaisance, par calcul politicien aussi, nos « responsables » politiques ont laissé une atmosphère putride de racisme, de xénophobie gangréner le débat public, jusqu'à rendre possible le crime odieux de Trappes.
La FSU et la CGT Educ'action expriment ici leur horreur et leur profonde indignation face à cet attentat terroriste raciste et apportent tout leur soutien aux personnes blessées et à leurs familles. Face à cette montée de la haine raciste, nos organisations syndicales réaffirment leur détermination à combattre toutes les formes de racisme, d'islamophobie, d'antisémitisme et de xénophobie, leur détermination à combattre les idées de l'extrême-droite.

Ces dernières semaines ont été marquées par la mobilisation inédite, déterminée et massive de la jeunesse, soutenue par une large opinion publique et rejointe, dans les manifestations, par bon nombre de nos concitoyen·nes exaspéré·es et asphyxié·es par la vie chère, par une politique aussi inefficace qu'injuste.
Cette jeunesse, nos politiques l'avaient depuis longtemps oubliée, négligée, méprisée : méprisée au point de soutenir, dès le début du mouvement, que cette jeunesse était manipulée.
Ce narratif n'ayant pas convaincu, cette jeunesse a été violentée, éborgnée et amputée par une politique de répression qui a profondément choqué : quel gouvernement qui se prétend démocrate ose ainsi s'en prendre à la jeunesse ? Nous le disons ici bien fermement : la répression qui s'est abattue sur nos élèves restera comme une marque de honte au front de ce gouvernement.
Nous condamnons la violence telle qu'elle a été perpétrée et voulue par ce gouvernement ; nous condamnons, et sans ambigüité, la violence d'où qu'elle vienne.
Le pire aura été le plus souvent évité par la présence auprès de nos lycéen·nes, des adultes à leurs côtés, la présence des enseignant·es et personnels de l'Éducation Nationale en grève, la présence des parent·es.
Cette jeunesse mobilisée, qui découvre- et même maladroitement parfois -ce que cela signifie de s'engager, mérite mieux que les menaces de sanctions, les pressions qu'on lui oppose parfois. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons une fois encore que des consignes précises soient transmises aux établissements afin que les absences liées à la

mobilisation ne soient pas inscrites dans le dossier scolaire (bulletins, appréciations...), et que ces absences ne soient d'aucune manière prises en compte dans les commissions d'examens des vœux, en particulier dans Parcoursup.

La virulence de la répression n'aura eu pour conséquence que de cristalliser les colères. Et devant ce qui s'apparente de plus en plus à un mouvement social historique, le gouvernement répond par la force, par des gardes à vue à la pelle et sans fondement, dans des conditions indignes ; il répond encore par la privation des libertés - celle de manifester par exemple. Nos organisations syndicales condamnent cette dérive autoritaire du pouvoir Macron-Lecornu-Nunez. Engagées dans le combat auprès de la jeunesse dès le début, présentes dans les cortèges des 17, 24 et 31 octobre, la FSU et la CGT Éduc'action appellent, avec de très nombreuses fédérations, à une journée de grève le 5 novembre prochain pour une revalorisation des salaires, pour les services publics, pour l'emploi et pour la jeunesse bien sûr.
La crise que nous traversons aurait peut-être pu être évitée si seulement les gouvernements nommés par le Président Macron n'avaient pas traité avec autant de mépris les organisations syndicales, la démocratie sociale, n'étaient pas restés sourds aux revendications que nous portons depuis tant d'années.
Le mouvement lycéen porte en effet une question profonde qui taraude aussi les personnels : comment reconstruire l'École de la République pour qu'elle tienne ses promesses alors que 10 ans de politique macroniste ont sciemment mises à mal ses finalités ?

Prenons les effectifs de classe dont nos lycéen·nes se plaignent à juste titre comme seraient en droit de le faire bien des élèves, quel que soit le niveau auquel ils et elles sont scolarisé·es. Depuis un an maintenant la déprise démographique est brandie comme un épouvantail. La question n'est pas de contester les chiffres bien en recul cette année au niveau des collèges par exemple ; la question est bien plutôt de savoir pourquoi alors que nos établissements scolaires ont connu il y a peu des effectifs en augmentation nette, des emplois en nombre nous ont été retirés- ce dont les lycées ont eu beaucoup à souffrir en effet ?
Pourquoi ne pas profiter de cette baisse démographique pour ramener les effectifs des classes à des effectifs raisonnables, plus conformes aux moyennes européennes et faciliter les apprentissages dont on convient par ailleurs qu'ils sont bien mal consolidés ? Si nous pouvons considérer comme un pas en avant la proposition de M. le Ministre de ramener les effectifs des classes de seconde à 28 élèves/division à l'horizon 2028, la mesure perdrait toute efficacité si elle se cantonnait à ce niveau et occultait les effectifs pléthoriques qui caractérisent l'ensemble des classes, du premier au second degrés inclus, en amont et en aval de la classe de seconde.
Il faudra donc investir dans l'École et investir durablement là où les derniers budgets ont fait le choix de l'armement contre l'enseignement, contre la prise en charge sincère de la difficulté scolaire. Chaque année des divisions ferment, des emplois sont supprimés y compris parmi les plus indispensables : on pense ici aux postes hors la classe qui ont, dans le premier degré, fait les frais de l'austérité budgétaire. Là encore, les annonces de M. le Ministre concernant le budget à venir et le recul récent sur les suppressions d'emplois prévus, et même sur la création de postes d'enseignant·es et de personnels de santé, psychologues de l'Éducation Nationale etc... Ces annonces ne pourront pas rester lettre morte. Mais il faudra envisager bien plus de moyens encore si on veut rejoindre l'horizon fixé par le Ministre lui-même, qu'il s'agisse des classes de seconde ou des créations dans le supérieur, en BTS par exemple, si l'on veut que les élèves aient devant eux et elles les enseignant·es qui leur manquent plusieurs mois durant parfois. Autant dire que pour l'heure, tout comme les lycéen·nes, l'on peine à être convaincu·es de ces annonces qui restent d'ailleurs aveugles sur un point : celui du recrutement de personnels d'enseignement, d'éducation et de tous les personnels qui font vivre l'institution, recrutement depuis

longtemps entravé par la faiblesse des rémunérations des agent·es de la fonction publique et de l'Éducation Nationale en particulier. Pour nos organisations syndicales, il y a urgence à revaloriser les salaires.

Et puisqu'il vient d'être question de l'enseignement supérieur, nous n'avons jamais cessé de dénoncer le système Parcoursup, ce système opaque qui obéit à une logique de tri. Il faut avoir une classe de STMG devant soi le lendemain des premiers résultats Parcoursup pour bien mesurer ce que peut être ici le sentiment de relégation.
Année après année, les chiffres brandis dans les documents ne tiennent pas compte du véritable souhait de l'élève qui, dans une logique de prudence, sera amené·e à formuler des vœux de sécurité qui ne correspondent pourtant pas à son projet d'orientation.
Il ou elle devra alors porter la responsabilité de son échec ou de sa réorientation l'année suivante parce que c'est ainsi qu'est conçue cette plateforme : une plateforme qui fait place belle aux organismes et écoles privés quand le supérieur public est financièrement étranglé et voit ses capacités d'accueil se réduire.
La réforme Blanquer du lycée n'a fait qu'empirer ce défi de l'orientation en invoquant une pseudo liberté de choix de parcours qui se conclut parfois et toujours pour les moins initié·es, en fracas. Ce sont les raisons pour lesquelles la FSU et la CGT Éduc'action demandent l'abrogation de Parcoursup en même temps que la création dans l'enseignement public de places en nombre qui permettront à nos jeunes d'embrasser les études de leur choix.

Nous demandons de même l'abrogation de la réforme Blanquer du lycée qui, avec les logiques austéritaires évoquées à l'instant, est au cœur du malaise dont témoignent lycéens et lycéennes.
Nous demandons aussi l'abrogation des réformes de la voie professionnelle. Le Lycée Professionnel doit permettre une insertion professionnelle et des poursuites d'études, au service de l'émancipation. Pour cela, il faut supprimer les « familles de métiers », restituer et abonder les horaires disciplinaires pour redonner du temps scolaire et de la qualification, diminuer le nombre de semaines de PFMP et mieux protéger les élèves.

Nous serons particulièrement vigilant·es dans la période qui s'ouvre, sur les propositions qui sortiront des échanges avec les ministres, les premières annonces ayant surtout répondu à une logique de communication qui ne saurait nous tromper. Si nous considérons en effet la mesure annoncée dans la précipitation autour des 3000 emplois d'enseignant·es non mobilisé·es jusqu'ici : non seulement une annonce de cette nature laisse planer le doute sur le sérieux des services académiques, mais elle donne à penser que des personnels TZR seraient payé·es à ne rien faire. C'est inacceptable. La mise en œuvre au niveau académique de la volonté exprimée par le Ministre répond certes à une exigence de respect du cadre réglementaire gérant les TZR. Pour autant, un renforcement dans une discipline ne compensera jamais le manque dans une autre discipline où la ressource humaine manque cruellement ; d'où l'on revient au problème endémique du recrutement ! On partage aussi l'incompréhension de collègues TZR qui s'étaient engagé·es dans des actions diverses, et pour le bénéfice des élèves qui leur étaient confié·es au sein de leur collège de rattachement et auxquel·les on demande du jour au lendemain de rejoindre un lycée de proximité.

Dans ce contexte sombre et grave, une actualité soulève nos espoirs : le vote par l'Assemblée nationale, tout récemment, d'une loi accordant un statut de fonctionnaire de catégorie B aux AESH. Bien sûr le chemin législatif sera long encore. Mais il est possible de se dire qu'enfin, après des années de lutte auprès de et avec nos collègues AESH, les difficultés et spécificités de ce métier sont enfin reconnues par les représentant·es·de la nation.